

<https://www.cafepedagogique.net/2024/01/12/nomination-damelie-oudea-castera-reaction...>

Lilia Ben Hamouda

4 min read

Nomination d'Amélie Oudéa-Castéra : réactions syndicales



La nomination d'Amélie Oudéa-Castéra comme ministre de l'Éducation nationale dans le cadre d'un ministère élargi qui englobe ses fonctions précédentes au ministère des Sports et des jeux olympiques et paralympiques inspire d'ores et déjà l'inquiétude, si ce n'est l'ire, d'une grande partie des organisations syndicales. Alors que les dossiers sont nombreux sur le bureau de la ministre, les syndicats s'interrogent sur sa capacité à gérer de front deux ministères aux enjeux prioritaires.



Photo issue de la page Wikipédia de la ministre

Pour, Élisabeth Allan-Moreno, secrétaire générale du SE-Unsa, l'unification des ministères de l'Éducation nationale et des Sports, ce n'est pas vraiment une surprise, « *le sport était sorti en préparation des jeux olympiques et paralympiques* ». « *Ce rapprochement peut avoir du sens puisque le sport est éducatif avant tout et que les JOP seront terminés dans quelques mois* », ajoute-t-elle. « *On peut toutefois s'interroger sur la capacité de la nouvelle ministre – avec toute la préparation de ces jeux olympiques et paralympiques – à gérer un ministère aussi complexe que celui de l'Éducation nationale* » ajoute-t-elle. « *Il faut que la ministre puisse s'emparer rapidement des dossiers* ». La responsable syndicale espère une stabilité du cabinet ministériel, « *seul capable d'assurer une certaine continuité* » dans la gestion des chantiers lancés par son prédécesseur. Au SE-Unsa, on veillera à ce que le Premier ministre laisse à la nouvelle ministre le pilotage du ministère, et que la réunion des deux ministères ne soit pas une façon détournée pour Gabriel Attal de garder la main sur l'Éducation nationale. « *Ça ne serait pas acceptable que l'Éducation nationale soit sous tutelle* ». « *Avec la vision très utilitariste et utilitaire du sport d'Emmanuel Macron, on demandera aussi à la nouvelle ministre de veiller à bien être dans une démarche différente, une démarche porteuse d'une vision éducative du sport* », complète la responsable syndicale.

Le sentiment qui prévaut à la FSU, c'est la colère. « *Je suis très en colère de voir comment est traitée l'Éducation* », nous dit Sophie Vénéitay du Snes-FSU. « *On vit une crise sans précédent, on a du mal à recruter, les profs démissionnent et on va avoir une ministre qui ne pourra pas traiter les questions d'éducation à temps plein* ». « *L'Éducation c'est un ministère à temps plein* », martèle la secrétaire générale du syndicat. « *Comment cela sera possible une année de jeux olympiques et paralympiques, surtout avec quelqu'un qui n'a aucune expérience ni compétence particulière sur l'éducation ? C'est inconséquent* ». « *Va-t-elle être ministre de l'Éducation à mi-temps et ministre des JO l'autre mi-temps ?* » ironise-t-elle. « *On parle du plus gros ministère, comment peut-on envisager d'avoir une ministre à mi-temps ? En fait, ça confirme que Gabriel Attal reste ministre de l'Éducation nationale et que le centre de gravité de l'Éducation est à l'Élysée* ». « *Elle n'aura aucun état de grâce, elle va devoir montrer très vite qu'elle prend la mesure de son ministère en traitant la question des salaires et des conditions de travail* », prévient Sophie Vénéitay.

Même colère à la FSU-SNUipp. « *Je suis dépitée* », nous confie Guislaine David, porte-parole du syndicat des enseignants et enseignantes du premier degré. « *C'est une forme de mépris de regrouper ces deux ministères à six mois des jeux olympiques et paralympiques. C'est à la fois inquiétant pour l'École et pour les jeux. Notre ministère a besoin d'un ministre qui soit là en permanence, pas d'un ministre préoccupé par autre chose, surtout avec les chantiers ouverts par Gabriel Attal* ». « *C'est un mauvais signe pour le ministère de l'Éducation nationale* », assène la co-secrétaire générale. « *Cela montre un manque de préoccupation pour l'éducation et la volonté pour le Premier ministre de garder la main depuis Matignon. On ne veut pas d'une ministre par procuration. L'Éducation nationale, c'est un million deux cent mille personnes en attente de réponses sur leurs conditions de travail, sur leur salaire, sur l'attractivité du métier – on a des collègues qui craquent* ». « *Depuis quelques mois, l'ancien ministre a fait diversion sur bien des sujets. Nous attendons des réponses sur ces questions essentielles, et nous les exigerons auprès de la nouvelle ministre* » alerte la responsable syndicale qui espère que les cabinets des deux ministères seront bien distincts. « *On est en pleine préparation de la prochaine rentrée, avec les opérations de carte scolaire, on ne peut pas se permettre de perdre du temps. Il nous faut des réponses très rapidement* ».

Lilia Ben Hamouda

Generated with Reader Mode